

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Quel genre de problèmes dans le rapprochement entre Nps, Nm, Fm ?

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 22 août 2004

Démocratie & Socialisme

Bien sûr, que dans un certain nombre de fédérations socialistes, ça ne va pas de soi entre minoritaires du Parti socialiste.

Dans tel endroit, il y a des conflits de personne. Dans tel autre, il y a des alliances contre-nature, en raison de vieux contentieux. Il y a même des méfiances et des ignorances. Ça n'a rien d'évident de faire cohabiter des vieux "poperenistes", de jeunes ex-majoritaires, des ex-gauches socialistes, des "emmanuelistes", des "nouvelles gauches" et toutes les nuances de ce parti qui est grand et qui concentre tous les débats de toute la gauche.

On a tout entendu dans les deux derniers conseils nationaux de Nps et de Nm, le samedi 19 juin. L'un, celui de Nps se réunissait à Paris de 10 h à 17 h, dans une salle de la Porte de la Chapelle, l'autre dans les mêmes horaires et le même jour dans une salle de la Pitié-Salpêtrière. Le premier, rassemblait environ 80 personnes d'une quinzaine de départements, l'autre rassemblait 250 personnes d'une trentaine de départements.

Les deux "C.N." avaient le même ordre du jour en trois points : d'abord une analyse de la situation politique issue du scrutin européen du 13 juin, ensuite, un échange sur les possibilités de rapprochement entre les courants minoritaires, enfin des questions organisationnelles et de fonctionnement.

La discussion politique avait un grand avantage : elle aidait à cerner les rapports de force réels. Est-ce que la France était de gauche majoritairement ou non ? Si elle l'était, alors il fallait que la gauche soit à la hauteur ! Et les deux courants discutaient parallèlement de la meilleure façon de stimuler une direction qu'ils jugeaient "molle", pas assez attentive aux exigences populaires manifestées dans la rue en 2003, et dans les urnes les 21, 28 mars et le 13 juin. La "force" était avec le Parti socialiste, non pas tant que la direction l'eut méritée, par sa politique ou son charisme, mais les électeurs s'étaient emparés du vote Ps pour "battre la droite". Ils compensaient les résultats du 21 avril 2002 par une obstination à voter efficacement. La hargne antilibérale était dominante jusqu'aux Antilles, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie, comme en Corse. La majorité des élections partielles traduisaient le même phénomène : il ne faisait pas bon être chiraquien. De cantonales en législatives partielles, l'Ump reculait. Ce prétendu "parti unique de la droite" nourrissait les sous-produits : l'Udf atteignait 12 % des voix le 13 juin, à peine à 4 % en-dessous du parti "majoritaire" de la droite. Les courants éclataient de partout : même Juppé devait les reconnaître, Madelin appelait à voter Udf, Sarkozy, ultra-libéral, dans le rôle du jeune-loup-aux-dents-qui-rayent-le-parquet défiait Chirac-le-vieux -sclérosé, il n'y avait pas de souffle à droite mais seulement du soufre.

Est-ce que le "projet 2007" du Parti socialiste allait être à la hauteur des exigences de la situation ? Telle était la question centrale dans les deux réunions.

Trois ans, d'ici 2007, c'est long : si les "présidentiabiles" et leurs écuries se disputent, et si les tendances sociales-libérales reprennent le dessus, il n'y a rien de certain à ce que les victoires socialistes de mars et juin 2004 se confirment. Par ailleurs, la situation pouvait tout à fait se dénouer avant 2007 : les uns et les autres réclament des élections anticipées, mettent en cause la légitimité de Chirac et de Raffarin, il se peut que des mouvements sociaux aggravent la crise politique institutionnelle au point de brusquer le calendrier, ce n'est pas la première fois que l'on verrait cela.

Dans les deux réunions de "Cn" Nps et Nm, le consensus était total sur le contenu de l'Europe : la veille, vendredi 18 juin, la pseudo-constitution européenne de Giscard, après un parcours chaotique, avait été adoptée, dans le dos des peuples, par la Conférence intergouvernementale (Cig). Après avoir été re toquée, sans crise particulièrement spectaculaire, en décembre 2003, il était promis qu'elle serait soumise à ratification en 2005 et le rouleau-compresseur libéral commençait à dire qu'il n'y avait pas d'alternative. "Tina" : "There Is No Alternative". Ladite pseudo-constitution est pourtant devenue plus mauvaise après les derniers arbitrages qui ont écarté la Charte sociale et confirmé le contenu explicitement libéral du texte.

Donc, les deux Cn, Nps et Nm ont donc confirmé l'accord né du texte commun diffusé dans le Ps : "En attendant, c'est non" (octobre 2003), leur pétition commune pour une "Assemblée constituante" (décembre 2003) et confirmé -

séparément - l'enthousiasme de leur meeting - commun - de la Halle Carpentier du 10 avril 2004. Ils se promettent non seulement de continuer à réclamer un "référendum" à Chirac, mais aussi un "referendum interne au Ps". Ils se proposent de dépasser les 40 % déjà acquis, en interne, dans ce sens, et de gagner les 50 % minima qui feront faire au Ps un choix historique, *enfin*, contre l'Europe libérale et pour une Europe sociale. Quand on mesure l'importance d'un tel choix, on se demande pourquoi les différents courants ne se rapprocheraient pas davantage et plus vite.

Mais il y a toujours des intérêts compliqués :

Sans offenser personne, il y a des différents subalternes dans les départements, les fédérations. Untelle accuse "Emmanuelli d'avoir dit cela..." Bof, quelle importance ? L'autre dit que "Montebourg" c'est "strass et paillette"... Et alors ? C'est de la politique, ça ?

Untel précise que dans son département, elle n'a que faire de "Nouveau monde" : oui, mais dans son département, elle n'a que 10 %, Nm a 36 % et Fm a 3 %, et avec 49 % il serait possible de prendre la fédération s'il y avait un accord, pourquoi ne pas le faire ? Est-ce parce que la solution envisagée est une autre alliance, avec la motion majoritaire, par exemple ? Oui, répondent symétriquement les vis-à-vis de Nouveau monde, "ils" veulent s'allier contre nous, pas avec nous... "Ils" visent des postes, pas des idées.

D'autres vont vous expliquer que Nm est "archaïque". D'autres que ceux de Nps sont "arrivistes". D'autres que Nps est "droitier", car ce sont des anciens de la motion A. Il y en a même pour préciser que, dans Nps, Filoche est "bien" mais que ce n'est pas tout le courant. Dans Nps, d'autres disent symétriquement que "sans Filoche, on n'aurait pas ce côté social". Oui, mais sur le plan social, il n'y a pas une feuille de papier à cigarette de différence : il y a presque les mêmes choses dans les deux motions (d'ailleurs les amis de D&S ont contribué en temps utile, avant le congrès de Dijon, déjà, à faciliter ce contenu commun).

D'autres expliquent que ce n'est pas une question politique, mais de projet, "d'identité"... Oui, mais quelle est *l'identité* des uns et des autres en matière de sécurité sociale par exemple ? Les deux courants se sont abstenus au Bureau national de mai 2004 sans présenter de texte commun alternatif : en fait, ils ont les mêmes débats internes quasiment sur les mêmes sujets et pourraient présenter une alternative commune, il suffit de lire ce qu'ils écrivent séparément pour en être persuadé.

Certains se plaignent qu'ils ont fait tous les efforts pour s'allier avec Nm dans leur département du sud-est, mais que ceux-là n'ont pas voulu et ont brisé l'alliance qui aurait permis de gagner la fédération qui était à portée de main. D'autres disent "Rapprochement oui, mais pas fusion". D'autres disent "coordination oui, mais pas plus". D'autres encore disent : "- Fusion pas tout de suite, mais lors du prochain congrès". Quelques-uns pensent : "- Jamais" mais n'osent pas le dire devant la pression des militants, qui eux le veulent.

Honnêtement quel est le fond de tout cela ?

Quand il y a un accord aussi important sur l'Europe, les institutions et le social ? Quand il y a la même volonté de rénover le Parti socialiste, de renouer avec les couches populaires, de faire une nouvelle unité de la gauche, que valent tous ces *petits* doutes ? Est-ce que chacun veut rester *entre soi* ?

"On ne peut pas travailler avec les autres", entend-on parfois des deux côtés. Mais au sein de chaque courant, certains qui étaient très éloignés les uns des autres, ont bien réussi à s'entendre, pourquoi cet effort, cet "apprentissage" ne s'élargirait-il pas ? Il faudra bien si on devient majoritaires, (et on compte bien le devenir, n'est-ce pas ?) travailler avec d'autres ! Nul n'a vocation à rester isolé.

Toutes les raisons données contre l'unité Nm-Nps en Champagne-Ardenne ou en Isère, en Essonne ou en Pyrénées atlantiques, ou dans le Var, ou à Lyon, ont sûrement une part de vrai et de respectable. On ne peut pas faire l'unité contre ceux qui sont censés la faire : il faut convaincre. Mais encore faut-il en avoir la volonté *politique*. Unité ou pas unité, en général, les différences locales doivent et devront être solutionnées, *forcément, dans tous les cas* : si ce n'est tout de suite, ce sera dans six mois, lors du prochain congrès. Certains disent dans Nps : "Nm est divisé, alors laissons-les s'éclater et l'on récupérera car nous sommes les meilleurs". Bof ! C'est un raisonnement sectaire ordinaire, et ça ne marche jamais comme cela en politique, il faut s'ouvrir, proposer, rassembler, créer une dynamique et non pas dégoûter, isoler ni diviser. Et d'ailleurs qui ne comprend que si Nm éclatait, Nps serait affaibli du même coup ?

D'autres disent dans "Nouveau monde" : "Nps va éclater si on pousse à l'unité à marche forcée". Oui, mais alors que ce ne soit pas une raison pour se contenter de ne rien faire, de ne rien proposer, d'attendre, dans la position : "Ce n'est pas nous, c'est eux". Certains, de Nouveau monde disent ou pensent : "Nps ne compte pas, ce sont des gens

pas si à gauche que nous, ils ont encore un pied dans la majorité" : oui, hé bien alors, *raison de plus* pour se tourner vers eux si on ne veut pas rester minoritaires !

Qui ne voit, ne pressent, ne comprend qu'aucun de ces arguments n'est solide ? Ce sont toujours les mêmes arguties, partout, à toute époque, quand des mouvements se posent la question de se rapprocher, voire de s'unifier.

Oui, mais si on s'unit, on ratissera "moins large" ?

Faux : prenons l'exemple des Européennes de juin 2004, les deux courants étaient surtout préoccupés d'avoir deux candidats éligibles. Menacés injustement de ne pas en avoir, ils se sont mis d'accord sur un texte consensuel avec la majorité le 17 avril, écartant temporairement la question, pourtant cruciale de la Constitution européenne. Ont-ils eu davantage en retour de cette concession à la fois tactique et principielle ? Non. Ils ont eu deux candidats "sûrs" et, grâce aux électeurs, ils en ont eu chacun une troisième. Soit 6 candidats sur 31 élus : même pas la proportionnelle ! Ils auraient mérité avoir 5 candidats chacun au minimum, quatre de plus ! S'ils s'étaient présentés unis et déterminés, ils les auraient eus ! Il est trop facile pour la direction majoritaire de jouer sur des petites astuces des choix locaux, des rivalités fédérales et de doser tout cela à son avantage, nationalement. Ainsi les petits intérêts bureaucratiques locaux y perdent au lieu d'y gagner.

Chacun à courte vue, croit qu'il assure "son" rapport de force dans son département, mais alors il est obligé de s'allier à contre-courant de ses convictions politiques pour "passer" lors des désignations. Est-ce qu'il y gagne ? Non, au mieux, il crée des contentieux en retour, et dans le grand troc-échange négocié nationalement, c'est quelqu'un de son même courant qui va y perdre ailleurs. Statistiquement, s'il y avait front commun Nps-Nm-Fm, il y aurait davantage d'élus des trois courants. Qui ne voit cela, ne voit pas plus loin que le bout de son nez.

Ne fusionnons-pas, rapprochons nous ?

D'accord : on fait donc deux rencontres d'été séparées puisque cela a été décidé ainsi. L'une en août, l'autre en début octobre. Henri Emmanuelli et d'autres de Nm viennent à Fouras. La direction de Nps ira à la réunion de Nm. (D&S appelle tous les militants motivés à aller aux deux réunions !). Il faudra cependant rattraper cela et vite : car le referendum interne sur l'Europe peut être organisé par la direction dès octobre...

Mais comme nous l'avons proposé et cela a été accepté, on fait **une grande rencontre commune en octobre à Paris**, où tout le monde "monte" nationalement, et l'on crée l'évènement à la fois sur la question européenne, à la fois sur les grands axes du contenu du projet socialiste 2007. Cela a été acté fort positivement par les trois directions, Nm, Nps, Fm, et il est important que tous les militants le sachent dès maintenant pour que les deux réunions ne s'étiolent pas, ne se démobilisent pas.

On s'allie, on ne fusionne pas ?

Certes, mais le calendrier va aller vite : s'il y a un congrès en décembre 2005, les motions devront être écrites en septembre 2005, les contributions en mai 2005, elles devront être précédées d'un long travail début 2005. Cela veut dire qu'entre octobre 2005 et mars 2005 Nps, Nm et Fm devront travailler étroitement en commun, fusion ou pas. Mais ne sera-ce pas la période où le referendum interne au Ps et le referendum public, en France, devront se tenir ? En attendant, on fait un "comité de liaison" et les réunions de "direction commune" chaque mardi avant les Bn sont importantes, évidemment.

Nul n'a de raison de forcer les rythmes, nul ne peut contraindre l'autre, mais ne vaut-il pas mieux voir ou nous allons ?

Il faudrait un texte commun sur "le projet 2007", une direction collective, et un fonctionnement démocratique susceptible de faire respecter et se faire respecter entre eux tous les militants concernés. De façon à ce que localement, partout où les tensions, les histoires sont trop "tendues", elles soient solutionnées : comme cela est parfois délicat, difficile, le plus tôt sera quand même le mieux, non ? Dans l'intérêt de tous !

Au-dessus des petites raisons, il y a l'histoire : une chance unique de créer une dynamique, une force de changement, de rénovation pour "ancrer à gauche le Parti socialiste". Et, du même coup, toute la gauche ! Pour gagner, car à ce moment-là ce ne seront plus des présidentiables sociaux-libéraux qui seront en course ! Quand on a 40 %, viser 50 % n'est plus un objectif inatteignable, mais se diviser à 40 %, c'est sur, cela pèse négativement.